

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

N°895 du 11 novembre 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

AUTO-CRITIQUE DES LIBERAUX

Je me suis évadé quelques jours de la France et de son climat stimulant pour rejoindre l'aréopage des intellectuels libéraux du monde entier appartenant à la Société du Mont Pèlerin réunis à Guatemala City, dans le cadre de la plus grande université privée au monde, Francisco Maroquin.

Sur le thème des défis que le XXIème siècle lance au libéralisme, cinq cents participants ont réfléchi à la meilleure façon de mettre les esprits en accord avec les faits.

Les faits, ce sont la mondialisation, le libre échange, mais aussi les réactions qu'ils suscitent : les fanatismes religieux et nationalistes qui agitent la planète. Les esprits ne sont pas encore adaptés, les gens ne connaissent pas le mode d'emploi d'un nouveau monde marqué par une économie universelle et concurrentielle, par des techniques qui ignorent les frontières, par la découverte de la diversité culturelle.

Pire encore : le passéisme, le « post-modernisme », le nihilisme brillent de mille feux. On voit la séduction exercée par les ennemis du nouveau monde, les nostalgiques du planisme, du nationalisme, les romantiques de la lutte des classes et des goulags. Le développement durable fait recette, les anti-et alter-mondialistes constituent une internationale efficace, les groupes de pression, syndicats et corporations défendent leurs privilèges, leurs droits acquis au détriment des autres. Les plus modérés parlent au moins d'organiser la concurrence, d'harmoniser les réglementations et les prélèvements, et de doter la planète d'un gouvernement mondial pour maîtriser ou limiter la loi du marché.

Les intellectuels libéraux ont-ils quelque responsabilité dans l'affaire ? Nous nous sommes sincèrement posé la question. Certes nous avons gagné la bataille des idées. Mais avons-nous pour autant su dépasser le cercle restreint des universitaires, des savants, de quelques chefs d'entreprises, et de politiciens et de journalistes (en nombre encore plus restreint) ? Certes nous avons fait école, et de remarquables personnalités ont mené leur pays vers les réformes profondes dont ils avaient besoin.

Mais il y avait, et il y a toujours, une attente de la part de tous ceux qui entrent en ce nouveau monde : vont-ils y trouver l'occasion d'améliorer leur sort ? De quoi demain sera-t-il fait ? Va-t-on vers l'harmonie ou le chaos ? Va-t-on éviter le choc des civilisations ? Ces questions agitent par priorité et à juste titre les plus jeunes, mais aussi tous les déçus de la transition. Les libéraux ont-ils apporté les réponses claires et concrètes ?

Comme les débats à Guatemala City l'ont montré, nous avons une tendance naturelle à nous situer sur le terrain qui nous est familier : la supériorité incontestable des résultats obtenus par les pays qui respectent l'état de droit, en particulier qui reconnaissent et protègent les droits de propriété, ce qui implique un Etat limité à cette fonction grâce à des dispositions et des pratiques constitutionnelles adéquates. En d'autres termes nous invitons nos contemporains à juger du monde nouveau sur le terrain de l'efficacité.

Or ce n'est pas sur ce seul terrain qu'ils attendent des réponses. Les Français savent pertinemment que le chômage, les prélèvements obligatoires, la dette publique, atteignent chez eux des chiffres records, mais ce n'est pas suffisant pour leur faire comprendre en quoi la solution libérale est souhaitable ; la pensée unique a même réussi à les persuader de mettre tous ces records au passif de l'« ultra-libéralisme ». Au passif de l'ultra-libéralisme également les émeutes, la poussée de l'Islam extrême, l'échec scolaire, la « fracture sociale ».

Alors comment faire ? Il est nettement apparu, au fil des sessions, que les libéraux devraient avoir désormais pour mission prioritaire de faire nettement apparaître la dimension éthique du libéralisme.

Avec la liberté, ce que nous proposons c'est la dignité de la personne humaine, la chance des plus pauvres et des plus humbles de développer leurs talents et d'améliorer leur sort et celui de leur famille, et l'occasion pour tous de progresser en apportant à la communauté les services dont elle a besoin grâce à l'échange. Le droit de propriété ? Pas un privilège, mais une reconnaissance pour l'activité créatrice, un encouragement à innover, une justice rendue au mérite. La concurrence ? Pas un combat, mais une façon de mieux servir les autres, une obligation de se soumettre à la réalité. L'Etat ? Pas un souverain, ni un législateur, ni un entrepreneur, mais un ultime recours à la coercition quand tous les autres moyens ont été épuisés pour faire respecter les droits individuels.

Les libéraux ont proclamé pendant des années que le capitalisme était juste parce qu'il était efficace : les performances réalisées permettent de donner espoir aux plus démunis. Il est temps de dire toute la vérité : le capitalisme est efficace parce qu'il est juste. La noblesse de la cause de la liberté n'est pas dans l'égalisation des revenus, mais dans l'égalité en dignité. Et des hommes dignes, libres et responsables sont capables de libérer tout le potentiel d'humanité qu'ils possèdent, tous les talents nécessaires pour créer et servir. Le libéralisme est avant tout un humanisme.

Ce débat ne concerne pas seulement cinq cents intellectuels réunis à l'autre bout du monde. Il est d'une permanence et d'une actualité que nous ressentons bien en France. Ceux qui se présentent sous les couleurs du libéralisme, ceux qui font profession de libéraux, doivent se persuader que l'échec des idées de la liberté dans notre pays tient peut-être à l'omission fatale de la dimension éthique et spirituelle de notre doctrine. Seules une vision de l'homme, une conception de l'harmonie sociale peuvent changer les mentalités de ce pays. Nous devrions nous y employer au lieu de poser le problème en termes éternels de gauche-droite, une distinction d'autant plus ridicule que gauche et droite sont communément étatistes. Ici même je m'emploie, avec quelques fidèles, à parler de l'éthique de la liberté. Je souhaite que d'autres, venus d'horizons divers, s'y emploient aussi.

Jacques Garelo

Conjoncture

On em

Comm

Le pr

Necke

QUELLES INSTITUTIONS EUROPEENNES ?

Hardy Bouillon, philosophe de l'université de Trèves se penche sur la question de la source de notre scepticisme quant aux institutions européennes actuelles, spécialement en Allemagne.

HARDY BOUILLON : LE SCEPTICISME FACE AUX INSTITUTIONS EUROPEENNES

Anthony De Jasay, rappelle souvent que la constitution et toutes les institutions qu'elle définit indirectement, ne méritent peut-être pas l'attention qu'on leur porte généralement. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement les constitutions se lisent sans doute très bien (pas celle de l'Europe il est vrai, mais celles d'autres pays) mais cela ne signifie pas qu'elles soient appliquées. La constitution soviétique était très claire, mais n'est jamais devenue réalité. Deuxièmement, les constitutions peuvent intégrer des contradictions internes. En Allemagne par exemple, il y a un article protégeant la propriété privée et un autre qui stipule qu'elle peut être bafouée si c'est dans l'intérêt collectif. Troisièmement, une constitution est un peu comme une ceinture de chasteté dont la femme détient la clef. Si la démocratie pour une raison ou une autre, pense qu'il est nécessaire de changer la constitution, cela est possible. Ce n'est donc pas la constitution qui régit la démocratie mais l'inverse. Certains peuvent défendre cet avantage de la démocratie. Mais alors, une constitution changeable à volonté n'est plus un garde fou pour protéger la liberté.

L'opinion et les médias allemands considèrent actuellement que nous donnons trop d'argent à l'Union européenne et que nous ne sommes pas suffisamment représentés. En 2004, les impôts de nos concitoyens constituant la part allemande au budget européen représentaient dix milliards d'euros tandis que les subventions s'élevaient à trois milliards. Les contribuables allemands ont donc payé sept milliards d'euros pour le budget européen. C'est la contribution la plus importante. Elle est aujourd'hui de 0.35 % du PIB allemand et augmentera à 0.42 %. Le contribuable allemand moyen paye environ 50 euros par an, ce qui n'est pas énorme. S'il est relativement aisé de parler de l'impact direct en termes d'argent donné et reçu, il est bien plus difficile d'évaluer l'impact indirect des institutions européennes (comme les directives de la commission sur les entreprises ou les consommateurs). Ceci serait trop long et trop complexe à présenter ici. Je me contenterai donc de mentionner quelques propositions qui ont été faites par le passé, et de voir si à partir de cela nous pouvons conclure à quelque espoir d'une situation meilleure dans le futur.

- Le *European Constitutional Group* s'était penché sur le traité constitutionnel européen en 2003 et suggérait que l'on ait deux chambres et non pas une seule au Parlement. La première serait comparable à un parlement national qui légiférerait et la seconde, composée de sages, vérifierait la constitutionnalité des législations issues de la première. Il n'est sans doute pas difficile de trouver des sages en Europe qui pourraient remplir cette fonction. Mais comment garantir que ces personnes sages soient effectivement élues ?

- Une autre proposition de ce groupe quant à l'équilibre des pouvoirs entre les diverses institutions (commission, parlement, conseil...) stipulait que le conseil soit supérieur à la commission et pas l'inverse. Le conseil devrait alors émettre les directives et la commission seulement exercer un pouvoir exécutif.

- Enfin, si nous avons un Parlement en Europe, pourquoi ne serait-il pas possible de pouvoir voter pour quelqu'un d'un pays différent ? En tant qu'Allemand et libéral je souhaiterais être représenté par le plus libéral des représentants européens, et pas forcément par un Allemand.

Il est donc très difficile de dire précisément quelles institutions « européennes » pourraient garantir un maximum de liberté aux européens. Les institutions peuvent en fait servir de garde-fou, comme de camisole. Elles sont un peu comme des ceintures de sécurité : elle peuvent nous sauver en cas d'accident mais aussi nous empêcher de sortir si la voiture prend feu. Je suis donc sceptique quant au « design institutionnel » en Europe.

PETITE CHRONIQUE DU SOCIALISME ORDINAIRE

Il y a ceux qui prônent le grand soir ; ils offrent au moins l'avantage d'agir à visage découvert et un observateur un tant soit peu attentif sait à quoi s'attendre, en écoutant BESANCENOT, LAGUILLER ou BUFFET. On sait alors comment combattre l'adversaire. Et puis il y a le socialisme rampant, le socialisme ordinaire, celui de tous les jours, celui qui avance masqué, drapé dans un discours de droite, voire dans un discours plus ou moins libéral. Et ce socialisme-ci est plus difficile à démasquer et à combattre.

Rien que cette semaine, nous avons eu -et la liste n'est sûrement pas exhaustive- trois exemples de ce socialisme rampant et ordinaire.

Le premier porte, comme toujours, sur la santé. Le ministre de la santé (qui est de plus en plus publique et de moins en moins affaire privée) vient d'annoncer que 48 médicaments (des vasodilatateurs), qui sont pris en charge par la sécu à 35% seulement, ce qui est déjà un scandale, subiront des baisses de prix pouvant atteindre 20%. Pendant ce temps, 41 autres médicaments verront leur taux de remboursement passer de 35% à 15%, à partir de janvier 2007, avec là aussi des baisses de prix de 15% maximum, avant d'être totalement déremboursés. « J'ai décidé de leur imposer une baisse de prix » déclare tranquillement le ministre.

Ainsi un ministre peut-il décider, de façon unilatérale et arbitraire, de diminuer ou supprimer le remboursement des médicaments, ou encore d'abaisser autoritairement les prix d'un produit de 15 ou 20%. Que penser d'une assurance-santé qui coûte de plus en plus cher et qui rembourse de moins en moins ? Et depuis quand, dans une économie de marché, les prix sont-ils non seulement fixés par le gouvernement, mais encore modifiés en quelques instants suivant l'humeur du prince ? Comment appelle-t-on une économie dans laquelle un ministre fixe les prix ? Une économie socialiste.

Deuxième exemple : après avoir taxé les CD vierges, les DVD vierges, les baladeurs numériques avec ou sans disque dur et les décodeurs haut de gamme, voici que le gouvernement, via la commission chargée de la copie privée, s'attaque aux disques durs externes. Il s'agit des boîtiers vendus dans les rayons informatiques par centaines de milliers et qui permettent de sauvegarder des tonnes de données numérisées, à commencer par de la musique ou des films trouvés en général sur Internet.

Ces produits seront bientôt assujettis à la rémunération pour copie privée ; en français, ils seront taxés. Cet impôt-redevance pourrait atteindre 50 euros sur les disques durs possédant les plus fortes capacités. On imagine les conséquences d'une taxe atteignant plus de 10% de la valeur du produit ! Il paraît que Bruxelles s'intéresse déjà à l'affaire ! En tous cas, le gouvernement français est pressé : il est question de débattre du barème dès le 17 novembre. Comment appelle-t-on une économie dans laquelle tout, sans exception, est soumis aux impôts et taxes les plus lourds et les plus élevés du monde ? Une économie socialiste.

Troisième exemple. On apprend la même semaine que Quick fait l'objet d'une OPA (amicale paraît-il) de la part de CDC capital Investissement, une filiale de la Caisse des dépôts. C'est-à-dire un organisme financier purement public, bras séculier de l'Etat dans ses opérations de mécano industriels. Quick, c'est tout de même 405 restaurants dans 8 pays et 780 millions d'euros de chiffres d'affaires, avec 18 000 salariés et un bénéfice de 27,3 millions d'euros, en hausse de 86%. Quick n'a donc même pas l'excuse d'être une entreprise en faillite sauvée par la CDC ou d'être dans un secteur stratégique, à moins que la restauration rapide soit devenue un secteur hautement stratégique pour le gouvernement : pas de quoi faire appel au patriotisme économique, d'autant plus que ce fast-food est belge ! A moins que ce soit ça, le patriotisme économique : nationaliser les entreprises étrangères. Et comment s'appelle une économie dans laquelle on nationalise les entreprises privées ? Une économie socialiste.

Si ces faits étaient isolés, on pourrait parler d'une fâcheuse coïncidence. Mais ils viennent après des centaines d'autres signes de même nature. Ce n'est pas par hasard : le Président de la République a déclaré que « le libéralisme, ce serait pire que le communisme ».

THE ECONOMIST ET L'ART DE L'IMPOSSIBLE

Le magazine anglais The Economist, l'un des plus lus au monde, vient de publier une enquête sur l'état de la France sous le titre « The art of impossible ». Après un an d'enquête, cinquante personnalités interrogées, Sophie PEDDER, correspondante de The Economist à Paris, publie quinze pages décapantes. A la suite de cette enquête, Paris Match, qui n'est pas notre lecture favorite, mais qui publie fort opportunément en avant première quelques bonnes feuilles de cette enquête, demande à Sophie PEDDER si nous avons en France une Margaret THATCHER (car elle considère à juste titre que la France de 2006 ressemble à l'Angleterre des années 70 et à son socialisme périmé de l'époque travailliste).

« Je ne vois pas sur la scène politique française quelqu'un qui lui ressemble, qui ait sa force, son charisme, sa volonté. Elle n'avait pas peur de l'impopularité. Cela lui a permis de combattre tous les conservatismes. Mais la vraie question est ailleurs : la France a-t-elle besoin d'une Margaret THATCHER ? Ce n'est pas sûr du tout. A son époque, avant la chute du mur de Berlin, il fallait combattre un socialisme dur, ennemi du marché libre. Les esprits ont changé. A mon avis, les Français sont moins hostiles au marché et à la mondialisation qu'on ne l'imagine et que ne le croient les hommes politiques. La France a besoin d'un homme ou d'une femme de qualité qui dise la vérité, plus que d'un chef charismatique ». Et d'un programme de réformes libérales, comme celui que nous proposons avec le guide du candidat.

Extraits du rapport de The Economist : « En France, les longues files de chômeurs et les émeutes de banlieues sont la preuve que le modèle social a failli à ses promesses. La France a 3,7 millions de pauvres, 2,5 millions de smicards et plus de 2,4 millions de chômeurs ». « La convention collective des coiffeurs occupe 144 pages, celle de la boulangerie pâtisserie 480 pages. Le Code du travail, avec ses 2 735 pages, 20% de plus qu'en 2000, est assez épais pour caler une porte. Certaines règles protègent la santé et la sécurité des travailleurs, comme partout dans les démocraties occidentales. Mais les autres règlements sont un obstacle de plus, absurde, qui empêche les gens de travailler ».

« Cinq millions de fonctionnaires... Au ministère de l'agriculture, malgré la diminution du nombre des agriculteurs, les effectifs ont crû de 8% en vingt ans. Le pays a un bureau de poste pour 3530 habitants, deux fois plus qu'en Allemagne, où les lettres arrivent plus vite. La Banque de France a 14 000 employés, alors qu'elle n'est plus responsable de la politique monétaire, à comparer aux 1 836 salariés de la Banque d'Angleterre, qui, elle, gère la livre ».

« L'absence de sélection à l'université. Elle explique la percée de l'ENA et de Polytechnique dans le top management. Quand le CAC 40 a été créé, en 1987, 24% des PDG des compagnies qu'il incluait étaient diplômés de l'une ou de l'autre de ces deux grandes écoles. En janvier de cette année, ils étaient 50% ».

« La France peut se réformer. Air France l'a fait. Il y a dix ans, cette compagnie d'Etat était paralysée par la bureaucratie et la résistance des syndicats. Aujourd'hui, la part de l'Etat s'est réduite à 18,6% et depuis sa fusion avec KLM, Air France est la plus grande compagnie européenne. Entre-temps, le PDG, Jean-Cyril SPINETTA, a introduit de nouveaux outils de management : dire la vérité, communiquer avec les employés et leur expliquer les choses. Ayant gagné la confiance du personnel, il a pu mener à terme des réformes telles que la mesure de la productivité et l'introduction d'une nouvelle culture au service du client ». En fait, tout cela est avant tout le fruit de l'ouverture à la concurrence, qui a obligé Air France à s'adapter pour ne pas disparaître.

Nul n'est prophète en son pays. Peut-être les Français seront-ils plus sensibles à une analyse anglo-saxonne ? Dans ce cas, The Economist aura fait œuvre utile pour leur ouvrir les yeux.

LE CERCLE DES ECONOMISTES DEVRAIT LIRE LE GUIDE DU CANDIDAT DE L'ALEPS

Nous n'avons pas besoin de faire la publicité du Cercle des économistes. Il s'y entend très bien tout seul grâce aux puissants appuis dont il dispose dans la presse (Le Monde notamment, mais l'Express lui consacre aussi trois pages cette semaine) et surtout dans les entreprises, en général publiques. Les 30 économistes qui le composent se veulent d'horizons variés, mais leur majorité penche clairement à gauche : c'est leur droit.

Le cercle des économistes a eu l'idée de publier deux programmes, l'un de politique économique de droite et l'autre de politique économique de gauche, ce qu'ils avaient annoncé en septembre à grand renfort de publicité (et à la une du Monde, s'il vous plaît) et qu'ils viennent de concrétiser. Pourquoi pas. Nous ne commenterons pas le programme de gauche, qui est dans la grande tradition socialiste, allant de la progressivité de l'impôt à la gratuité des soins, en passant par la défense du SMIC et des 35 heures. On entend ça tous les jours, chez les socialistes de gauche ou de droite.

Nous nous sommes en revanche intéressés au programme dit de droite, présenté comme celui d'une « droite théorique » et non sociale, en clair libérale. Et il y a effectivement quelques mesures intéressantes que nous présentons nous-même depuis trente ans, (comme la liberté de licenciement ou la concurrence entre universités) sans avoir eu besoin de l'aide du Cercle des économistes. Mais ce que nous ne pouvons laisser passer, ce sont des mesures présentées comme de droite ou libérales, qui ne le sont pas du tout. Cette désinformation risque de fausser le débat qui doit s'ouvrir.

Exemple : la réforme de l'Etat est présentée comme passant par « des gains de productivité permettant de réduire les effectifs et d'augmenter les salaires ». Non. Qu'on se reporte à notre « Guide du candidat », qui consacre un chapitre à la réforme de l'Etat et on verra que celle-ci passe par la fin du statut de la fonction publique et par la privatisation la plus large possible. La politique de droite passerait par « une politique de redistribution via la prime pour l'emploi pour éviter les effets de la hausse du SMIC sur l'emploi ». Non, pour les libéraux, le SMIC doit disparaître et la politique de redistribution aussi.

Pour les impôts, on parle bien de prise en compte de la concurrence sociale et fiscale et de réduction des impôts pesant sur le capital. Mais un libéral parlerait plus de suppression que de réduction (ISF, impôt sur les successions). Et surtout le Cercle des économistes propose une « hausse de la TVA ». Ici, c'est du socialisme, ou du Juppé 1995, mais pas du libéralisme. Enfin, pas un mot sur la flat tax bien sûr, ni davantage sur la progressivité.

Pour la sécurité sociale, développement de la part des assurances privées. Très bien, mais bien timide : rien sur la privatisation et la mise en concurrence. Et pourquoi ajouter -ça aussi c'est de la désinformation- « restriction des soins pris en charge par la sécurité sociale », sous entendu, c'est le malade qui paiera. Or le libéralisme, cela consiste à laisser se développer les assurances privées concurrentielles et non à tout reporter sur les malades. Avec un système privé, nous serons au contraire mieux protégés.

Pour l'entreprise, il est question de « négociations entre syndicats et employeurs ». Certes. Mais rien sur le vrai contrat de travail, librement négocié par un salarié avec un entrepreneur. Et pourquoi parler « d'ouverture du capital des entreprises assurant des services publics » et pas plutôt de privatisation ? Pour le tiers-monde, pourquoi parler de « l'accent mis sur l'efficacité de l'aide vers des pays bien gouvernés » et pas de remplacer l'aide par le commerce libre.

Pour la nouvelle politique industrielle « interventions de l'Etat seulement en dernier recours en cas d'OPA hostile ». Non, ça c'est du patriotisme économique à la VILLEPIN. Le libéralisme, ce n'est pas d'intervention de l'Etat du tout dans les OPA, même hostiles.

Nous pourrions poursuivre longtemps. Pourquoi ce sujet nous tient-il à cœur ? Parce qu'il y a là une tentative de manipulation des électeurs, pour leur faire croire que le choix se situe entre le socialisme (politique dite de gauche) et la social-démocratie à la Blair (politique dite de droite), alors que le choix est entre le socialisme et le libéralisme. Jacques RUEFF disait « soyez socialistes, soyez libéraux, mais ne soyez pas menteurs ». Ici, le choix qui nous est proposé est mensonger. Mais peut-être tout simplement les membres du Cercle des économistes ne connaissent-ils pas le libéralisme ?

LA DESAFFECTION DES ELECTEURS REPUBLICAINS

Aux yeux de la plupart des citoyens américains présents au Guatemala, les résultats des élections prouvent qu'il ne s'agit pas d'une victoire pour les Démocrates, mais bien d'une défaite pour les Républicains, et surtout pour George BUSH.

En effet, il n'y pas eu de rush des électeurs vers les candidats démocrates. Contrairement à ce qui se dit en France, les Américains ne sont pas devenus soudainement socialistes, l'idéologie de gauche n'a pas fait de progrès, même si la nouvelle Présidente de la Chambre est agressive, opposée à toute baisse d'impôts et à toute réforme du système social.

En revanche, il y a bien eu une abstention massive de l'électorat républicain. Dans de nombreux Etats traditionnellement républicains, comme le Maryland, les démocrates l'ont emporté, et la défaite du sénateur ALLEN en Virginie n'était attendue de personne compte tenu du nombre d'électeurs républicains dans son Etat. Pourquoi cette abstention ?

- une grande partie des Républicains veulent voir cesser au plus tôt l'expédition américaine en Irak. L'isolationnisme a toujours ses adeptes.
- mais aussi et surtout l'électorat a été refroidi par l'immobilisme du Président et du Congrès dans la voie des réformes attendues depuis des années, principalement un abandon des programmes fédéraux Medicaid et Medicare (l'équivalent de notre assurance-maladie) et surtout une totale refonte du système de retraites par répartition, en état aussi piteux que celui de notre Sécurité Sociale.

Ceux qui disent que la nouvelle donne parlementaire va paralyser l'action du gouvernement se trompent dans la mesure où le gouvernement n'a rien fait d'important... si ce n'est de tenter d'installer la démocratie en Irak.

Leçon à méditer : l'immobilisme est une recette d'échec.

AU SOMMAIRE DU N°895 :

EDITORIAL : Auto-critique des libéraux pp. 1-2

CONJONCTURE : L'Etat français peut-il faire faillite ? pp. 2-3

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Quelles institutions européennes ? p. 4

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Petite chronique du socialisme ordinaire p. 5 – The Economist et l'art de l'impossible p. 6 – Le Cercle des économistes devrait lire le « Guide du candidat de l'ALEPS » p. 7 – La désaffection des électeurs Républicains p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org